

Première mobilisation : bonne pioche !

6 Mars 2006

Près de 300 agents de l'Inrap venant des régions Champagne-Ardenne, Nord, Lorraine, Picardie, Ile-de-France et Centre répondant à l'appel des AG et de l'intersyndicale archéologie ont investi le siège de l'Inrap ce lundi 6 mars en milieu de journée.

Une assemblée générale s'y est tenue, où les agents des différentes régions ont pu échanger sur les difficultés qu'ils rencontrent et exprimer leur colère. A la demande des agents, le président, J-P. Demoule, la directrice générale, N. Pot et le DRH, J. Thomas sont venus à l'assemblée générale pour répondre à leurs questions :

Sur la notification des ETP CDD par région, les agents trouvent inacceptable la baisse des CDD affectés à l'opérationnel associée à une diminution constante du nombre de CDI de terrain. Ils informent la direction que la situation n'est plus tenable.

Sur les contrats « longs », les agents ne supportent plus d'être en attente continue de renouvellement de contrats. Le morcellement entraîne un surcroît de travail en administratif alors que le chômage coûte 700 000 euros.

Les archéologues ont abordé la question de l'ouverture de poste sous CDI à la hauteur des ETP sous CDD (au moins 360 postes) .

Les agents ont répété que depuis 2002 le nombre de personnes sur le terrain stagne à 1200 CDI voire diminue. Les agents présents ont souligné leur malaise actuel et les conditions déplorables d'intervention sur le terrain, en sous-effectif constant, des opérations enchaînées, reportées. Le manque d'effectif ne s'est jamais autant fait sentir.

Ils refusent l'abandon et annulation d'opérations faute de moyens humains ou techniques. Il convient d'adapter les moyens aux besoins.

Aux revendications des agents, la direction de l'INRAP a répondu en se défaussant.

- **Sur la ventilation des ETP, elle ne peut rien faire**, elle n'a plus de moyens. Sur les 343 ETP, report au chiffre près de l'ETP 2005, 313 ont été notifiés et 30 sont gardés en réserve. Malgré la demande des agents et la situation critique, la direction refuse de notifier ces 30 ETP restants. Afin d'éviter les ruptures de charge, la direction travaille à un lissage de l'activité sur l'année.
- La direction a répété de nombreuses fois que l'INRAP fonctionne en enveloppe fermée. **De ce fait, le carnet de commandes pour 2006 est plein**, toutes les nouvelles prescriptions pour 2006 seront réalisées en 2007, voire en 2008.

- **Sur les contrats CDD longs, la direction indique qu'elle désire « re-ouvrir »** le dossier.
- **Le DRH s'est engagé sur la mise en place de contrats de 10 mois dès mars.**
- **Sur la stabilisation en CDI** du volume d'emplois actuels en CDD, la direction a spécifié que ce n'était pas de son ressort. Pourtant, le Président et la direction ont convenu que les emplois CDD de l'INRAP sont permanents.
- **Sur les moyens adaptés aux besoins**, Nicole Pot a répété que l'établissement ne pouvait faire plus que ce que permet le budget alloué par le CA pour 2006.

Les agents se sont ensuite rendus à la DAPA pour soutenir 30 camarades qui avaient réussi à rentrer dans les bâtiments.

Devant la mobilisation, Mr Clément, directeur de la DAPA, et Mme Balzamo sous-directrice de la DAPA ont reçu la délégation puis sont venus discuter avec le reste des manifestants sur le trottoir.

Après un échange de chiffre et une explication sur la ventilation des CDD, Michel Clément s'est engagé,

- prenant conscience de la réduction des ETP CDD sur l'opérationnel , à intervenir immédiatement par courrier auprès de la direction de l'Inrap, pour clarifier cette situation et reprendre le dossier sur cette ventilation,
- A ouvrir une négociation avec les organisations syndicales sur la question de l'ouverture de postes sous CDI à l'INRAP et sur la question de fond du financement de l'archéologie préventive **vendredi 10 mars**,
- Les organisations syndicales ont rappelé à Michel Clément la promesse du ministre de la culture de convoquer un CTPM spécialement sur le patrimoine et l'archéologie en sa présence le plus rapidement possible. Elles ont donc demandé au directeur l'inscription de ce point **au prochain CTPM du 21 mars**. Michel Clément relaie cette demande auprès du cabinet du ministre.

Cette mobilisation est une première victoire.

La direction de l'Inrap refusant de prendre ses responsabilités, les agents ont entamé les négociations directement avec le ministère de la Culture.

Nous appelons les personnels à rester mobilisés et à se réunir en assemblées générales pour prendre connaissance des résultats de la négociation du 10 mars avec la DAPA.

Mettons à l'ordre du jour du Ministère de la Culture la question de l'archéologie préventive, en commençant par le CTPM du 21 mars.

Paris le 6 mars 2006 21h